

“Les Nouvelles de Birmanie n° 5” - Décembre 2005/Janvier 2006

La lettre d'information electronique d'Info Birmanie

*** Sommaire ***

- **I / Politique extérieure**
- **II / Politique intérieure**
- **Événements prévus à Paris au mois de mars 2006**

NB : Compléments d'information ci-dessous.

Le 02/12/ 05 : Les droits de l'homme en Birmanie bientôt discutés au Conseil de sécurité,

Sur initiative des Etats-Unis, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité le 2 décembre 05 de discuter prochainement à huis clos de la situation des droits de l'homme en Birmanie. Le secrétariat général des Nations unies fera un exposé sur la Birmanie, mais aucune date n'a encore été fixée. C'est la première fois dans l'histoire que le Conseil de sécurité de l'Onu décide d'examiner la situation en Birmanie.

Réactions :

- « Il est tout à fait significatif que le Conseil ait unanimement, par consensus, réclamé une audition »/sur la Birmanie, a dit *M. Bolton*, l'ambassadeur américain à l'Onu.

- **Asda Jayanama**, ex-ambassadeur de Thaïlande qui a servi aux Nations unies et en Birmanie, a estimé qu'un exposé formel au Conseil de sécurité mettrait « une pression morale et politique » sur les généraux birmans.

- L'ambassadeur russe à l'Onu, **Andrei Denisov**, a souligné qu'il n'était pas question de mettre la Birmanie à l'ordre du jour régulier du Conseil de sécurité car la situation dans ce pays ne menace pas, selon lui, la paix dans le monde ou dans la région.

- Selon **M. Asda**, Russie et Chine ont accepté l'organisation d'un simple exposé du secrétariat /« parce qu'il n'y aura rien de contraignant »./

- Le 08/01/06 : Démission de Ismaïl Razali, envoyé spécial du secrétaire

général des Nations unies pour la Birmanie/*

Ismail Razali a annoncé jeter l'éponge, après s'être vu refuser l'entrée du pays depuis deux ans. /« Mon contrat est arrivé à échéance à la fin décembre. "Il est clair qu'ils (la junte militaire au pouvoir en Birmanie) ne veulent plus me voir »,/ a déclaré à l'AFP cet ancien diplomate malaisien.

Kofi Annan a regretté cette démission : /« Le secrétaire général entend exprimer ses sentiments chaleureux et sa gratitude à M. Razali qui a, pendant plus de cinq ans, servi comme son émissaire spécial pour encourager la réconciliation nationale et la démocratie en Birmanie » (Communiqué).

Le 20/01/06 : Opposition du ministre malaisien des Affaires étrangères, Syed Hamid Albar, à la saisine du Conseil de sécurité sur les violations répétées des droits de l'homme en Birmanie

« Le dossier est certes d'intérêt pour la communauté internationale, mais il ne concerne pas une menace pour la sécurité », selon le ministre.

« La Birmanie ne doit pas en conséquence se retrouver à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'Onu », a-t-il déclaré dans un entretien à l'agence officielle Bernama.

L'Asean et la Birmanie

Du 12 au 14/12/05 :Sommet annuel de l'Asean à Kuala Lumpur - La question birmane empoisonne à nouveau les rencontres

Dilemme pour les pays membres de l'Asean : préserver ce partenaire difficile tout en exigeant qu'il évolue vers le démocratie (pressions de la communauté internationale).

Lors de ce sommet annuel, les généraux birmans ont fait l'objet de critiques de tous les participants pour leur absence de réformes démocratiques. L'Asean a ainsi contrevenu à sa tradition de s'interdire d'une ingérence dans les affaires d'un de ses membres* *:

- La **Malaisie** a demandé d'emblée au régime militaire birman de « montrer concrètement un engagement en faveur d'une représentation plus démocratique de la population »/

- Parlant au nom de /« nombreux pays de l'organisation »,/ le *ministre australien* des Affaires étrangères, *Alexandre Downer* s'est montré préoccupé par /« l'immobilisme de la junte militaire au pouvoir à Rangoon et l'absence de réformes démocratiques en Birmanie ». /La junte birmane avance vers la démocratie à la vitesse /« de la colle montant une colline »,/ a-t-il plaisanté.

- Les **Etats-Unis** ont été très critiques à l'égard des pourparlers constitutionnels en cours en Birmanie, estimant «/qu'ils manquaient de crédibilité»/. Washington a également demandé à la junte d'ouvrir des discussions avec l'opposition et les groupes ethniques minoritaires pour une réconciliation nationale véritable.

L'organisation a obtenu que le régime militaire birman accepte de recevoir la visite d'un envoyé et a demandé que le régime libère des prisonniers politiques, sans citer la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi. Rangoon avait refusé des visites similaires de la part des Nations Unies.

Cette initiative a été saluée par Kofi Annan et la LND.

/*Le 06/01/06 : Rangoon reporte la mission d'enquête de l'Asean */

« /Nous sommes trop occupés à déménager la capitale/ », a été la seule explication.

*Syed Hamid Albar *avait pour mission d'évaluer les progrès affichés par la junte birmane en matière de réformes démocratiques.

/Le 09/01/06 : Syed Hamid Albar garde espoir de se rendre en Birmanie fin février-début mars/

/« Ils n'ont pas donné de raison (pour leur refus) mais je leur ai dit que si je me rendais en Birmanie, je devais rencontrer tous les partis politiques... Sinon, je crois que nous perdons notre crédibilité »,/a-t-il déclaré à l'AFP.

/« Bien sûr que j'aimerais voir Aung San Suu Kyi »,/a-t-il ajouté, reconnaissant que la junte n'avait /« donné aucune assurance »/ qu'une rencontre avec le prix Nobel de la paix pourrait avoir lieu.

L'UNION EUROPEENNE ET LA BIRMANIE

/*Le 06/12/05 : La Commission européenne annonce l'ouverture de son

premier bureau d'aide humanitaire à Rangoon*/

/« Une présence permanente dans le pays permettra à la Commission européenne d'améliorer son évaluation des besoins humanitaires, ainsi que son suivi des projets, et de garantir ainsi la qualité de l'aide qu'elle finance »/- Communiqué de l'organe exécutif de l'Union européenne publié à Bangkok

En 2004, l'UE a financé des projets en Birmanie consacrés à la santé, l'eau, l'hygiène et l'aide alimentaire à hauteur de quelque 8,4 millions d'euros, soit 8 fois plus qu'en 2000.

/Le 22/12/05 : La CE annonce allouer une aide de 15 millions d'euros d'aide humanitaire en direction de la population birmane/

Les 15 millions d'euros débloqués seront destinés en partie à quelque 770.000 personnes « vulnérables » à l'intérieur du pays (aide alimentaire, eau, hygiène).

Depuis 1992, le service humanitaire de la Commission européenne ECHO a fourni une assistance humanitaire de plus de 89,5 millions d'euros en faveur des populations de Birmanie, « indépendamment de leur nationalité, de leur origine ethnique, de leur sexe ou de leur religion ».

/Le 24/01/06 : Un consortium de donateurs européens est formé pour poursuivre les programmes du Fonds global/

Face à la crise humanitaire en Birmanie, l'UE a décidé de prendre la relève en Birmanie du Fonds Global de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui a annoncé son retrait en août dernier, notamment sous la pression de parlementaires aux États-Unis, selon des sources européennes et onusiennes. Ce retrait avait été justifié par de nouvelles restrictions imposées par les généraux de Rangoon, en particulier au niveau des déplacements et de l'importation de fournitures médicales. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui gère jusqu'ici les sommes du Fonds Global, a obtenu que celui-ci prolonge ses financements jusqu'en juillet 06 afin d'éviter un arrêt brutal des programmes de lutte contre les trois maladies. L'expansion rapide du sida en Birmanie représente désormais une menace régionale sérieuse alors que, selon des estimations onusiennes, 31,4% des prostituées et 37,9% des consommateurs de drogues injectables seraient porteurs du VIH.

Le consortium de donateurs, principalement européens, devrait donc prendre la relève en Birmanie du Fonds Global. Il comprend la

Commission européenne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suède, l'Australie et la Norvège entre autres. Objectif : mettre en place un «mécanisme alternatif de financement» qui comprendrait pratiquement «les

mêmes garde-fous» que ceux institués par le Fonds Global (libre accès, aucun soutien financier direct à la junte, priorité à l'action d'administrations locales civiles, déboursement de fonds par étape sur la base des résultats)

Pour ce faire, le groupe de pays a lancé une large consultation non seulement avec le régime de Rangoon mais aussi avec des groupes d'opposition et de la société civile birmane. Il multiplie les rencontres et des entretiens officiels ont eu lieu le 19 janvier à Rangoon.

La création de ce consortium démontre que les Européens souhaitent désormais mettre l'accent sur une approche humanitaire dans leurs relations avec le pouvoir birman.

LES DROITS DE L'HOMME EN BIRMANIE

/Le 1^{er} /12/05 : Sortie du rapport de l'AAPP concernant la torture des prisonniers politiques birmans/

L'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques, une organisation asiatique des droits de l'Homme, accuse dans un rapport publié à Washington la junte d'avoir recours à une torture /« brutale et systématique » /sur les prisonniers politiques.

Ce rapport de 124 pages se fonde sur des entretiens avec 35 anciens détenus politiques de Birmanie et, pour la première fois, identifie des hauts responsables militaires directement responsables de tortures. Il cite des mauvais traitements physiques, psychologiques, sexuels, des conditions déplorables de détention et un manque de soins, que le régime encouragerait.

Le sénateur américain *John McCain* a estimé que le rapport montrait « /que la torture des prisonniers politiques était une politique établie" de la junte birmane et que "cela fait longtemps/ » que le Conseil de sécurité de l'Onu aurait dû agir sur la Birmanie.

Info Birmanie a traduit ce rapport en français et le tient à votre disposition au prix unitaire de 5 euros.

/*Le 18/01/06 : La Birmanie dans le rapport annuel 2006 de HRW*/

L'organisation anglaise de défense des droits de l'homme, *Human Rights Watch*, dénonce dans son rapport annuel 2006 qui vient d'être rendu public, une situation des droits de l'homme en Birmanie n'ayant fait « aucun progrès » et des promesses de réformes de la junte militaire restées « creuses ».

/*Le 26/01/06 : La presse birmane soumise à la censure préalable et à la violence des généraux*/

*Reporters sans frontières*et *l'Association des médias birmans* ont accusé les généraux au pouvoir à Rangoun de /« vouloir perpétuer la violence »/ contre le droit d'informer par la censure préalable et l'emprisonnement des journalistes.

Ainsi, l'année 2005 s'est terminée par la censure de 2 hebdomadaires privés et le refus de libérer le journaliste *Than Win Hlaing*, gravement malade.

/« (...) La junte militaire semble vouloir perpétuer en 2006 cette violence directe et indirecte contre le droit à informer »,/ont affirmé dans un communiqué conjoint Reporters sans frontières et l'Association des médias birmans.

Aung San Suu Kyi

/*Le 30/01/06 : ASSK remporte le prix Olof Palme 2006*/

Aung San Suu Kyi, la dirigeante de l'opposition démocratique birmane, a remporté le prix Olof Palme, du nom de l'ancien Premier ministre suédois assassiné. La distinction a été créée un an après l'assassinat du dirigeant social-démocrate à Stockholm en 1986.

/« Aung San Suu Kyi est récompensée du prix Olof Palme 2005 pour son combat incessant pour une Birmanie démocratique »,/indique la fondation dans un communiqué.

/« Nous avons invité Aung San Suu Kyi à venir, mais en raison de son assignation à résidence, elle n'en sera pas capable »,/a ajouté la fondation, en ajoutant que *Sein Win*, le cousin de Mme Suu Kyi et Premier ministre du gouvernement en exil birman, recevra, en son nom, le prix et la récompense d'un montant de 50.000 dollars (41.400 euros).

PLAINTES CONTRE TOTAL

/*Le 29/01/06 : Total annonce indemniser 8 Birmans qui l'accusaient de travail forcé */

Total a signé une transaction amiable avec les 8 plaignants birmans qui l'accusent de travail forcé dans le cadre de la construction d'un gazoduc dans leur pays entre 1995 et 1998. Une information judiciaire pour « séquestration » avait été ouverte en octobre 2002 par le parquet de Nanterre.

Le groupe français s'engage à leur verser 10.000 euros chacun contre le retrait de leur plainte pour travail forcé et le renoncement à exiger le départ de la société pétrolière de Birmanie. L'accord met aussi en place un fonds de solidarité de 5,2 millions d'euros (incluant les indemnités versées aux Birmans) pour des actions humanitaires en Birmanie.

L'un des avocats des plaignants, Me William Bourdon, cité dans un communiqué de Total, a qualifié cet accord de /« solution novatrice, pragmatique et généreuse »./ Mais, le retrait de plainte ne met pas fin à l'action publique contre le pétrolier: l'information judiciaire du parquet de Nanterre est maintenue, a indiqué une source judiciaire.

Dans un communiqué commun, *Info Birmanie, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et la Fédération internationale des Droits de l'Homme* (FIDH) se sont dit « indignées par un accord qui fait abstraction des responsabilités » de Total dans « la perpétration de graves violations des droits de l'Homme, au profit d'une transaction financière » qui lui permet de « s'acheter une bonne conduite ».

/*Le 30/01/06 : Jacques Chirac propose que les entreprises qui auraient recours au travail forcé dans les pays sous-développés puissent être condamnées par les tribunaux nationaux*/

Le président français a indiqué qu'il allait proposer à cet effet /« une initiative européenne et internationale »./ Il a jugé qu'il fallait /« veiller à ce que les entreprises occidentales, lorsqu'elles investissent dans les pays pauvres ou émergents, respectent les principes fondamentaux du droit du travail tels qu'ils sont inscrits dans le droit international »./

__*II/ Politique intérieure*__

/Le 04/02/06 : Pyinmana en fonctionnement pour fin février/

La junte espère achever le transfert de tous les ministères et du commandement central des forces armées vers la nouvelle capitale

administrative Pyinmana d'ici la fin février, ont indiqué samedi des responsables à Rangoon.

***La Convention nationale ***

/*Le 05/12/05 : La Convention nationale reprend ses travaux */

Les pourparlers visant à élaborer une nouvelle Constitution pour la Birmanie ont repris sous la houlette du régime militaire qui a qualifié ce processus d'« étape cruciale » vers une « démocratie disciplinée », ceci en dépit des critiques exprimées de par le monde. Ils sont boycottés par la LND d' Aung San Suu Kyi, dont l'assignation à résidence a été prorogée de six mois le 27 novembre. Un parti représentant les *Chans*, deuxième groupe ethnique, et *les Kokang*, une petite organisation minoritaire, ont aussi boudé la Convention, tandis que le *Nouveau parti de l'Etat Mon* a cette fois décidé de ne pas participer aux travaux, estimant que ses vues avaient été ignorées. La communauté internationale regarde aussi d'un oeil critique le processus.

/*Le 31/01/06 : Ajournement de la Convention jusqu'à fin 2006*/

La convention nationale du Myanmar a achevé ses sessions pour les reprendre d'ici fin 2006, ont indiqué des sources officielles. Ceci alors que l'Asean, les Américains et les Européens dénoncent l'absence de réformes dans le pays.

/« La Convention Nationale reprendra vers la fin de cette année/», a déclaré le général *Thein Sein*, qui a dirigé les travaux de la session close, selon un responsable ethnique ayant participé aux débats. Un représentant du régime a confirmé l'information.

/Le 06/02/06 : Remise des armes avant toute élection/

Des délégués ethniques qui étaient présents à la dernière session de la Convention Nationale (5 décembre-31 janvier) confirment que le régime insiste sur le désarmement avant la tenue d'éventuelles élections qui restent hautement hypothétiques.

***L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE BIRMANE ***

/*Le 04/01/06 : Appel à la constitution d' un « organe dirigeant » pour une transition démocratique*/

A l'occasion du 58e anniversaire de l'indépendance, le porte-parole de la LND, *U Lwin*, s'est prononcé pour la création d'un nouvel /« organe dirigeant »/ rassemblant les généraux au pouvoir, les formations politiques et les groupes ethniques, qui pourrait constituer une transition vers la démocratie.

la LND a par ailleurs une nouvelle fois souligné qu'un quelconque dialogue politique substantiel avec les généraux au pouvoir devait être précédé par la libération de Mme Suu Kyi et des autres prisonniers politiques.

Les Minorités ethniques

/Le 31/01/06 : 57^e anniversaire de la lutte karen pour l'indépendance/

AP (31/01) : Les combattants karen ont célébré à Pu Bo Mya Plaw, 230 km à l'est de Rangoon, le 57^e anniversaire de leur lutte pour l'indépendance alors que les perspectives d'un accord politique avec la junte semblent plus éloignées que jamais.

/« Tant qu'il n'est pas possible de trouver des réponses politiques par le dialogue, nous devons continuer la guerre de résistance révolutionnaire pour notre existence même »,/a souligné un discours de le président de la KNU, ***Ba Thin Sein***.

Selon le colonel ***Ner Dah Mya***, la KNU a créé de nouveaux avant-postes le long de la frontière depuis deux ans et il lui est plus facile de s'approvisionner en armes. /« Les Thaïlandais sont très accommodants en ce moment. Ils ont toujours été amicaux avec nous/ », souligne-t-il.

***/Le 31/01/06 : D'anciens commandos français entraînent les combattants karens */**

/« Ce sont des commandos français qui nous aident à lutter contre la junte »,/a expliqué le colonel **Nerdah Mya**.

Interrogée, l'ambassade de France à Bangkok, en Thaïlande, a déclaré ne pas être au courant de la présence de Français aux côtés des Karen, mais n'a pas exclu cette possibilité. Les spécialistes de la région, comme Anthony Davis, de la Jane's Intelligence Review, font toutefois remarquer que la présence de Français dans les rangs karen ne serait pas une première.

Evénements prévus à Paris au mois de mars 2006

Les différentes manifestations sont en entrée libre.

LA BIRMANIE A LA MAIRIE DU 2^{ème} ARRONDISSEMENT

*Du 22 février au 6 mars *

Présentation de l'exposition "Birmanie, la peur est une habitude"

Point culminant du projet mené par l'association Khiasma en partenariat avec Info Birmanie, cette exposition a pour but de sensibiliser à la situation de la Birmanie contemporaine un public plus large et plus divers. Le visiteur est invité à un parcours par lequel il prend peu à peu conscience de la réalité birmane. Des films d'animation ont été réalisés, qui sont projetés au sein de l'exposition.

Le 10 mars à 19h30

Projection-débat : "Birmanie, côté femmes"

Depuis 1988, une femme, prix Nobel de la paix, incarne la résistance à la dictature militaire qui contrôle son pays. Mais au-delà d'Aung San Suu Kyi, des millions de femmes birmanes subissent quotidiennement l'oppression du régime, se voyant parfois contraintes à l'exil.

Projection : "Derrière la palissade"

Un documentaire de Séverine Vanel - 47 minutes

"Derrière la palissade" est le portrait croisé de trois générations de femmes karen. Un film de femmes birmanes exilées et en lutte. Lutte pour oublier le passé taché par la douleur. Lutte pour se contenter d'un quotidien à huis clos, derrière la palissade de bambous du camp de réfugiés de Mae Hla, en Thaïlande.

Débat : la situation des femmes en Birmanie. En présence de Claude Delachet-Guillon, auteure de "Birmanie, côté femmes" et fondatrice du COSEFEB (Comité de Soutien Européen aux Femmes et Enfants de Birmanie).

Mairie du 2ème Arrondissement

8, rue de la Banque 75 002 Paris

01 53 29 75 02

*M° Bourse

*

__*LA BIRMANIE A CONFLUENCES-----*__

__*-----Le dimanche 5 mars 2006 de 14h30 à 20h*__

Diverses associations seront invitées à présenter leurs activités à l'occasion de cette programmation.

*15h : *Birmanie, la peur est une habitude

Films d'animation réalisés par Laurent Bonnotte à partir des bandes dessinées produites pour le livre "Birmanie, la peur est une habitude".

*15h 30 : *La Birmanie, pays de tous les trafics

Trafic de drogues, de bois et de pierres précieuses, les recettes de la dictature birmane proviennent essentiellement de l'économie parallèle.

Projection : "A la recherche de l'or vert"

Un reportage de Catherine Bloch et Virginie Letendre diffusé dans l'émission "Envoyé spécial" de France 2.

Débat en présence de Farid Ghehiouèche (Info Birmanie) et Gwenael Wasse (Les Amis de la Terre).

*17h 20 : *Corps à vendre

En Thaïlande, survivre lorsqu'on est un exilé birman implique d'être un corps exploitable.

Projection commentée de Nicolas Lainez autour de son travail photographique dans la ville de Mae Sai.

*18 h : *Total en Birmanie, l'autre scandale

Projection du reportage de Luc Hermann, Michel Despratx et Patrice des Mazery diffusé dans l'émission " 90 mn" de Canal +.

Débat.

Confluences

190, Bd Charonne 75 020 Paris

01 40 24 16 34

M° Alexandre Dumas

Les Nouvelles de Birmanie est une newsletter mensuelle gratuite éditée par l'association Info Birmanie

Pour vous abonner, il vous suffit d'écrire à l'association:

info-birmanie@globenet.org <<mailto:info-birmanie@globenet.org>>

Info Birmanie - 9 passage Dagorno - 75020 Paris - 01 44 93 93 57 -
www.info-birmanie.org <<http://www.birmanie.org>>